

## « *Tous avaient quelque chose à dire sur la question de l'éducation* »

\*\*\*\*\*

Intervention de Michel Cordillot et Alain Bataille au séminaire du 9 février 2011, auteurs de *Former les Hommes et les Citoyens – Les réformateurs Sociaux et l'éducation – 1830-1880*, Editions de Paris Max Chaleil 2010

\*\*\*\*\*

### **L'éducation, base de la société de l'avenir**

Notre ouvrage n'est pas un ouvrage de réflexion ou de synthèse mais un recueil documentaire. C'est un recueil de textes et de documents replacés dans leur contexte et commentés, qui vise à offrir au lecteur les moyens de comprendre comment les réformateurs sociaux des différentes écoles ont pensé l'éducation durant le demi-siècle concerné.

Qu'est-ce qui nous a incités à procéder à la relecture systématique de ces sources ? D'abord, le constat de l'importance incroyable que tient la question de l'éducation dans la pensée de tous les réformateurs sociaux, depuis l'avènement de Louis-Philippe jusqu'aux lois dites Jules Ferry. Le fait ensuite que, le plus souvent, leurs vues en matière d'éducation ont en général été reléguées par les commentateurs et les historiens au second rang, loin derrière la présentation de leurs projets et autres considérations plus proprement politiques. Or, bien entendu, ces deux éléments ne sont pas sans liens.

Pourquoi la question de l'éducation tient-elle une place aussi importante dans la réflexion et les projets des réformateurs sociaux précisément à ce moment-là ? La réponse est tout entière dans le contexte historique. Il faut en effet bien comprendre que les années 1830-1880 ont constitué une longue période de transition. Elles font suite à une séquence durant laquelle les fondements de la société ont été profondément affectés : se sont succédées la période révolutionnaire, la période napoléonienne, et enfin les deux restaurations. Et quand se produit la révolution de 1830, il existe un constat général : les fondements de l'Ancien régime ont été mis à bas par la Révolution, mais en dépit de ce qui a pu être mis en place par Napoléon, la société nouvelle reste à définir et à construire. D'autant que les deux restaurations ont montré qu'un retour en arrière n'était plus envisageable.

La grande question qui domine alors le débat public est donc celles des bases sur lesquelles devra s'édifier la société de l'avenir. Un des problèmes discutés est bien sûr celui de la forme politique de la société de l'avenir. La réponse à peu près définitive à cette question ne sera apportée qu'en 1875-1876, au moment où est finalement instaurée la Troisième République. Entre 1830 et 1876 donc, on a une longue période durant laquelle vont se succéder un certain nombre d'expérimentations politiques et de tâtonnements : monarchie de juillet, Deuxième République, Second Empire, vraie-fausse république de 1870, à jamais marquée par l'épisode communaliste, suivie de plusieurs années d'hésitation politique qui sont préparatoires à la mise en place de la Troisième République.

Or parallèlement, durant toute cette longue période de transition, la question de l'éducation va rester un sujet de préoccupation constant et majeur pour tous les réformateurs sociaux. On peut même dire que plus généralement, c'est la société tout entière qui s'interroge sur cette question, ce qui va se traduire par une série de lois, de débats et même de scandales.

En fait, si tous les réformateurs sociaux accordent tant d'importance à la question de l'éducation c'est parce qu'ils ont la conviction que c'est là la clef de l'émancipation ; préparer la société de l'avenir, c'est d'abord faire en sorte de former des citoyens et des citoyennes capables de s'impliquer dans la vie de la cité et de construire une société nouvelle.

Une citation de Blanqui pourrait à elle seule résumer le point de vue d'à peu près tous les réformateurs sociaux de la période, y compris ceux qui ne partageaient pas ses vues plutôt extrémistes : « *Point de révolution durable sans lumières ! Point d'émancipation sans l'intelligence pour base ! La liberté, c'est l'instruction ! L'égalité, c'est l'instruction ! La fraternité, c'est l'instruction ! Des instituteurs, des livres, la lettre moulée, voilà les vrais agents révolutionnaires ! Les prédications frappent dans le vide quand elles s'adressent à des foules ignorantes. Les flots de ces multitudes aveugles se soulèvent à tous les vents. Un revers les pousse contre l'impulsion de la veille. Malheur aux guides de cette masse mouvante qui broie les hommes en poussière sous chacune de ses oscillations ! Les avalanches sont moins imprévues et moins foudroyantes.* » (*Le Moniteur*, 2 février 1850)

Lorsqu'un homme de la trempe de Blanqui affirme voir dans la « lettre moulée », dans les pleins et les déliés, autant d'agents révolutionnaires, cela mérite que l'on s'y arrête...

Une précision s'impose. Nous parlons ici de réformateurs sociaux, et non pas de « socialistes ». La réflexion sur l'éducation est partie intégrante d'une réflexion sur la société de l'avenir qui déborde largement le cercle des premiers socialistes. Certes, il existe durant le demi-siècle dont nous parlons (1830-1880), différents courants qui peuvent être qualifiés de socialistes, voire de communistes, et qui se distinguent essentiellement des autres réformateurs sociaux sur la question de savoir dans quel ordre ils placent leur priorité : eux donnent la priorité aux changements sociaux, qui entraîneront un changement de régime politique, tandis que les autres placent leur espoir dans un changement politique qui entraînera des changements sociaux. Voilà ce qui fait la différence entre les socialistes (au sens large) et les réformateurs sociaux. Tous les socialistes sont républicains (ou à peu près). Quant aux réformateurs sociaux, s'ils sont eux aussi républicains, ils ne sont pas forcément favorables à une république démocratique *et sociale*, pour reprendre la formule de 1848.

A lire l'ensemble des textes et documents que nous proposons, la question de l'éducation n'apparaît pas fondamentalement « clivante ». Il y a accord sur le fond, à savoir sur l'idée que l'éducation jouera un rôle décisif pour former l'homme et le citoyen. Ce n'est qu'au-delà de cette conviction partagée qu'apparaissent des débats et des désaccords. Il existe des désaccords sur les modalités, sur les formes de l'éducation, sur le rôle de l'État, sur les différentes approches pédagogiques, mais pas de clivage net. Il y a débat y compris entre les différentes écoles socialistes. Les vues de Proudhon sur l'éducation sont par exemple à des années lumières de celles des fouriéristes. Globalement, avant 1880, on ne peut pas parler d'une conception socialiste de l'éducation. Il y a *des* conceptions socialistes de l'éducation.

Il est surtout remarquable que durant tout ce demi-siècle, la vivacité des discussions et l'intérêt pour la question de l'éducation semble n'avoir jamais faibli (sauf un petit peu au début du Second Empire, du fait de la censure découlant de la nature dictatoriale du nouveau régime). C'est aussi parce que ce débat s'est poursuivi pendant cinquante années de manière vive et continue, que nous avons choisi délibérément de donner la parole aux acteurs, des plus illustres aux plus méconnus, et des plus savants aux plus humbles, y compris aux ouvriers. Car tous avaient quelque chose à dire sur la question de l'éducation.

Nous avons donc recueilli leurs réflexions sur l'éducation dans leurs livres, dans leurs projets politiques, mais aussi dans ce qu'on pourrait appeler la « littérature grise » de

l'époque : les journaux, les pamphlets, les brochures, sans oublier les almanachs, c'est-à-dire autant de documents qui pouvaient être au plus proche de la vie des gens.

Enfin, notre choix d'une approche chronologique a permis de mettre en évidence comment l'alternance de phases d'espérance politique et de phases de réaction s'est traduite concrètement dans les écrits des réformateurs sociaux relatifs à l'éducation. Dans les périodes d'espérance politique, on met en avant des mesures à prendre immédiatement, en se focalisant sur des choses extrêmement concrètes ; puis, dans les périodes de réaction, on voit les réformateurs sociaux réfléchir à plus long terme, rédiger des programmes plus généraux, relevant davantage d'une réflexion de fond.

## **La diversité des « réformateurs sociaux »**

Nous avons donc utilisé le terme de « réformateurs sociaux », qui recouvre en fait diverses sensibilités ou tendances.

### *Les républicains*

Ces premiers réformateurs qui se disent républicains souhaitent voir l'Etat jouer un rôle dans l'éducation. Cela signifie que contrairement à certains socialistes, tous les républicains défendent le rôle de l'Etat en la matière. Cela signifie aussi que tous les républicains parlent d'éducation, alors que certains socialistes considèrent que seule l'instruction est du ressort de l'Etat, que l'éducation doit être laissée aux familles, voire à des groupes mutualistes ou autre. Pour les républicains l'éducation permettra à chacun d'être capable de remplir les fonctions sociales auxquelles il a droit. Par conséquent, l'égalité de fait complètera l'égalité politique initiée par l'instauration de la république. Il y a bien une transformation sociale voulue par les républicains, mais elle fera suite aux changements politiques.

Par ailleurs, l'instruction morale, intellectuelle, sera nécessaire au maintien de la république. Donc, l'Etat doit se charger de tout, contrôler, stimuler, etc. On parle d'une éducation morale pour obtenir une fraternité sociale. Tout cela est conçu dans la perspective d'une transformation sociale radicale. L'Etat ne veut pas que les parents aient un rôle à jouer : *« L'éducation devra être une, elle sera appliquée à tous, les écoles seront gérées par le gouvernement et dirigées et surveillées par ses agents. Un père ne devra pas avoir le droit d'instruire, ni d'élever son enfant à sa guise... »*.

*Les néo-babouvistes* qui se réclament du communisme et sont très présents dans les années qui vont de 1830 à 1848, insistent pour leur part sur l'égalité, et pensent qu'une révolution préalable est nécessaire pour introduire l'égalité réelle avant même d'organiser tout système d'éducation.

Les *socialistes dits « utopiques »* développent une vision qui est encore différente. Dans son *Voyage en Icarie* paru en 1840, Cabet développe, comme on le sait, tout un projet pacifiste, égalitaire, républicain. D'abord il propose d'accorder un long temps à l'éducation en parlant de dix-huit années, ce qui, pour l'époque, est très long. Il entend concevoir une éducation morale pour une fraternité sociale. Il insiste sur l'usage du raisonnement et du questionnement : *« L'éducation habituera d'abord l'enfant à se servir continuellement de son intelligence et de sa raison, à observer, à examiner, à comparer, à expérimenter, à tout soumettre au raisonnement, à se rendre compte de tout, à demander toujours pourquoi, et à toujours répondre lui-même à pourquoi. L'enfant ne sera ni crédule, ni confiant à l'excès, ni peureux, ni gangrené de préjugés. »* Il insiste aussi sur l'usage de la langue française au détriment des langues anciennes, sur l'usage des sciences. Et l'instruction professionnelle

pour lui sera à la fois théorique et pratique. Enfin, il veut l'égalité entre garçons et filles dans l'éducation.

Pour *Fourier et ses disciples*, l'enfant doit être laissé libre de suivre ses tendances, sans contrainte. L'émulation naturelle sera nécessaire. Par des exercices pratiques il va ressentir lui-même la nécessité de certaines théories. On trouve aussi chez eux l'idée du travail attrayant ou qu'il faut rendre attrayant. Ils défendent l'idée que l'enfant produira au-delà du nécessaire. Par conséquent, cet « au-delà du nécessaire » va financer les études puisque, selon Fourier, l'Etat n'a pas de rôle à jouer en matière d'éducation. Cela se traduit par une série de refus : pas d'enseignement obligatoire, pas d'enseignement unifié, pas d'enseignement gratuit, pas de contrôle citoyen sur l'éducation, pas d'adaptation de l'éducation aux besoins de la société.

Il existe par ailleurs *des militants* qui réfléchissent à l'éducation non à partir d'un projet général, idéaliste, mais à partir du réel. C'est le cas par exemple de Dézamy ou de Flora Tristan. Pour Dézamy, l'égalité dans l'enseignement ne suffira pas à créer une société fraternelle si le système éducatif est inchangé. Il ne suffit pas de donner de l'instruction, il faut que le système éducatif soit autre. Il reconnaît des différences naturelles entre l'homme et la femme, et dit par conséquent que leur éducation doit être différente. « *Les filles seront dressées aux travaux les moins pénibles de l'agriculture et des arts, parce que le travail, qui est la dette commune, est aussi le frein des passions, le besoin et le charme de la vie ; elles seront pudiques, parce que la pudeur est le gardien de la santé et l'assaisonnement de l'amour ; elles aimeront la patrie, parce qu'il importe qu'elles la fassent aimer aux hommes, et elles participeront par conséquent aux études propres à faire admirer la sagesse de ses lois...* » Enfin, Dézamy ne veut pas d'une corporation enseignante. Selon lui, les enseignants forment une caste inégalitaire : or, il faut au contraire que tous les citoyens soient à la fois « praticiens, théoriciens et professeurs ».

Flora Tristan réclame quant à elle avec force l'égalité homme-femme, et par conséquent, l'égalité dans l'éducation : « *C'est au nom de votre propre intérêt à vous, hommes, de votre amélioration à vous, hommes ; enfin c'est au nom du bien-être universel de tous et de toutes que je vous engage à réclamer des droits pour la femme, et, en attendant, de les lui reconnaître au moins en principe. C'est donc à vous, ouvriers, qui êtes les victimes de l'inégalité de fait et de l'injustice, c'est à vous qu'il appartient d'établir enfin sur la terre le règne de la justice et de l'égalité absolue entre la femme et l'homme.* » Elle tient aussi beaucoup à la dignité humaine, et par conséquent accorde une grande importance à la question de la dignité dans l'éducation.

La Deuxième République commence par une période d'euphorie, d'« illusion lyrique », de fraternité sociale, avec une volonté de mettre en place une éducation républicaine. Tous les réformateurs sociaux prônent une école gratuite et obligatoire. Certains envisagent même des « élèves logés, nourris, vêtus ». D'autres veulent des cours primaires supérieurs, qui seraient donnés le soir, ou préconisent l'introduction d'esprits originaux dans le corps professoral pour lutter contre la routine. Certains enfin évoquent l'importance de l'éducation dans les campagnes, ou encore l'organisation de crèches qui permettraient aux femmes de travailler.

Rapidement pourtant la situation change, comme le montre l'affaire du *Manuel républicain de l'Homme et du citoyen* de Charles Renouvier. Commandé par le ministre Carnot, cette sorte de manuel officiel est critiqué comme trop socialiste et détruit.

Après le grave revers du 13 juin 1849, les démoc-socs et la gauche républicaine sont sur la défensive. Ils ne peuvent plus placer leurs espoirs que dans l'élection présidentielle de 1852. C'est dans ce contexte que Gustave Lefrançais, Pauline Roland, Jeanne Deroin et quelques

autres créent l'Association fraternelle des instituteurs, institutrices et professeurs (premier jalon du syndicalisme enseignant), qui établit fin 1849 un programme d'enseignement très complet et précis, de la naissance à l'âge de 18 ans. Le but de l'éducation est de « *former des êtres, et tous les êtres, propres à vivre conformément à la devise républicaine* ». Pas de casernement ni d'éducation particulière : l'éducation doit être donnée simultanément dans la famille et dans les écoles publiques. Pas de spécialisation (le but n'est pas de créer un instrument mais de former un homme). On aboutit à un texte de praticiens avec des remarques pédagogiques pertinentes. Enfin l'égalité hommes-femmes est nettement affirmée : il s'agit de « *former les hommes (et lorsque nous disons hommes, nous entendons l'être humain sans distinction de sexe)* ».

Signalons encore, durant le Second Empire, moment où les réflexions sont peu diffusées, deux femmes penseuses. Jenny d'Héricourt écrit en 1860 *La Femme affranchie*, livre vite interdit. Pour elle, l'enfant est naturellement égoïste, menteur, colérique... et doit se corriger en faisant appel à la raison. Quant à la romancière socialiste André-Léo, elle affirme : « *La Révolution n'a point d'enfants. La raison en est simple : on les lui enlève à mesure qu'ils naissent, pour les élever dans la maison de ses ennemis* ». Pour lutter contre l'autoritarisme de la société, il faut lutter contre l'autoritarisme dans l'enseignement « *où tout procède d'en haut, où l'enfant n'a rien à fournir, tout à recevoir* ».

Tous ces exemples, toutes ces références attestent de l'importance qu'a l'éducation aux yeux de ceux qui veulent transformer la société, mais aussi l'existence de divergences plus ou moins fortes entre les conceptions qui s'affrontent. Il n'existe pas, pour cette période, une conception socialiste de l'éducation ou de l'école.

## **L'Internationale et la Commune**

Un chapitre complet de notre livre est consacré à la Première Internationale, l'Association internationale des travailleurs, née en 1864 à Londres et implantée à Paris début 1865. Dans son fonctionnement pratique, c'est un cercle d'études et de réflexion sociale et c'est aussi un mouvement pour l'action. C'est le premier véritable parti socialiste qui se développe en France.

Pour ce qui est de la question de l'éducation, il existe au départ de vrais clivages entre les proudhoniens mutualistes (qui sont les premiers dirigeants de l'Internationale) et les jeunes révolutionnaires qui vont s'attacher à partir de 1868 à construire une organisation dont le but est de renverser l'empire et de prendre en main, à terme, la construction de la nouvelle société. La vision qui va finalement l'emporter au sein de l'Internationale est une vision collectiviste, qui entend transformer la société en la libérant définitivement de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Une fois les désaccords gommés par le retrait des Proudhoniens, la réflexion va déboucher sur un véritable programme qui sera le fruit d'une réflexion internationale, même si elle est largement limitée aux francophones, belges et suisses notamment. Deux personnes particulièrement, deux authentiques pédagogues, animent ces débats : le Français Paul Robin (futur fondateur de l'orphelinat de Cempuis), et le Suisse James Guillaume (futur rédacteur du *Dictionnaire pédagogique* de Ferdinand Buisson). Cette réflexion va se fixer comme objectif de définir un modèle éducatif qui serait à la fois social (comment corriger les inégalités) et pédagogique. Et c'est de cette réflexion va sortir une notion qui garde encore aujourd'hui sa pertinence : celle d'« éducation intégrale ». Il s'agit de faire de l'homme un homme complet, en associant le développement corporel, l'appropriation des connaissances et la formation au

futur métier. Toute éducation de l'homme devra conjuguer ces trois aspects. C'est là une préoccupation majeure, que l'on retrouve par exemple très présente dans le mouvement Freinet.

Ces débats et réflexions vont déboucher sur une tentative de mise en pratique durant la Commune de Paris, période formidablement riche en dépit de sa brièveté. On ne peut qu'être frappé par l'importance accordée à la question de l'éducation durant ce moment historique encore plus bref qu'on ne le dit généralement – les 72 jours dont on parle se réduisent en fait à sept semaines, puisque si l'insurrection date du 18 mars, la Commune est élue le 26 mise en place le 28 : elle commence donc à travailler à la toute fin du mois de mars ; or, le 21 mai, les Versaillais entrent dans Paris. Mais durant cette très courte période, face à des difficultés inouïes – rappelons qu'à partir du 3 avril, les communards doivent faire face à une situation de guerre –, il est frappant de voir cette volonté très réelle et très forte des communards d'agir sans attendre en matière d'éducation, comme pour montrer qu'il s'agissait là d'une question vitale.

Quatre axes principaux vont se dessiner à travers les décisions prises au jour le jour, à travers les modalités arrêtées par les différents arrondissements ou par l'assemblée élue de la Commune : la lutte pour la laïcisation des écoles, conséquence directe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat décrétée dès le 2 avril ; la démocratisation de l'instruction, avec un programme qui permet à tous les enfants d'accéder à l'école, et avec un effort tout particulier en direction des filles (la Commune ouvre des écoles de filles et met en place des programmes d'éducation qui leur sont spécifiques) ; la promotion d'un enseignement professionnel de qualité, en faisant appel essentiellement aux ouvriers d'élite qui sont appelés à venir offrir leurs services pour donner des cours ; la mise en place enfin, dans les programmes scolaires, d'une véritable éducation à la citoyenneté et à la démocratie – ce que l'on appellerait de nos jours l'instruction civique. Bien entendu, les réalisations concrètes sont très limitées. Mais l'on perçoit très clairement dans quelles directions les communards ont tenté d'agir. Et jamais jusqu'alors on avait été aussi loin dans la volonté de passer aux actes.

S'il s'agit bien d'un épisode très bref, il est évident qu'au cours des dix années qui vont suivre, l'héritage de la Commune va rester particulièrement présent dans les esprits. Les trois premiers congrès ouvriers en témoignent. Ils se tiennent en 1876 à Paris, en 1878 à Lyon et en 1879 à Marseille. Ces congrès sont l'occasion de très longs débats, dans lesquels une place centrale est occupée par la question de l'éducation, notamment celle de l'enseignement professionnel. En témoigne le fait que sur les quelque 2 000 pages publiées qui rendent compte des travaux de ces trois congrès, 650 environ concernent l'éducation. La question de l'éducation reste donc extrêmement présente après la chute de la Commune. Et l'on comprend mieux pourquoi un des actes fondateurs de la Troisième République va être précisément de voter les lois dites Jules Ferry.

### **Lois Ferry ou lois Paul Bert ?**

Les lois Jules Ferry instaurent l'instruction primaire obligatoire, gratuite et laïque. On devrait plutôt parler des lois Paul Bert, car c'est lui qui est l'auteur du grand projet, qu'il a exposé dans un discours à la Chambre des députés en 1879, et dont les dispositions ont été reprises dans plusieurs lois. Il insiste beaucoup à cette occasion sur les droits de l'enfant au détriment de la liberté du père ; également sur la nécessité de remplacer l'instruction religieuse par un enseignement moral et civique sans référence à Dieu. Pour lui, tout l'enseignement devait être conçu de manière scientifique, sans croyance, mais toujours avec démonstration.

Ce n'est qu'après ces lois-là que l'on pourra parler d'une distinction entre les socialistes et les républicains, qui entendent pour leur part s'en tenir à ces lois – rappelons que de manière très significative le ministre est le ministre de l'instruction publique et des cultes, et non le ministre de l'éducation. Et c'est seulement après 1880, que cette distinction sera plus facilement perceptible et plus pertinente.

*Alain Bataille et Michel Cordillot, 9 février 2011.*